

FORUM SOCIAL MAGHREBIN

Le premier Forum social du Maghreb a eu lieu à El Jalida (Maroc) du 25 au 27 juillet 2008. Il a réuni, d'après ses organisateurs, environ 2 000 personnes venant essentiellement du Maroc.

L'Union syndicale Solidaires était représentée par le Secrétariat national, Sud-rail, Sud-Ptt et Sud-Education.

Le Forum social a été surtout marqué par l'importance numérique des ONG dont beaucoup sont institutionnelles ou financées par des fondations y compris européennes. Les militants de différents comités d'Attac-Maroc étaient représentés. Nombre de mouvements sociaux étaient par contre absents, ou n'ont pas été associés au processus : l'Association nationale des diplômés chômeurs, les coordinations contre la vie chère pour ne prendre que ces exemples. Le seul syndicat algérien présent était le SNAPAP¹ (Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique). Etaient également représentés l'UGTT² (Tunisie), la CGT-Mauritanie, la CGT d'Espagne et la CNT de France. Du côté marocain étaient présentes l'UMT³ et la CDT⁴, les deux principales confédérations marocaines. Ces dernières sont officiellement dans l'opposition mais la politique de leurs directions nationales se cantonne le plus souvent à « un dialogue social » institutionnalisé et à l'accompagnement des mesures anti-populaires.

Les camarades algériens du SNAPAP, avec qui Solidaires est en relations depuis plusieurs années, mais aussi les organisations de l'immigration en France, avec qui nous avons des liens, avaient insisté pour que Solidaires participe à ce premier Forum social maghrébin. L'objectif était bien de renforcer l'expression des syndicalistes de luttes dans cet espace.

Les grandes confédérations au Maghreb sont très institutionnalisées et liées de façon importante aux gouvernements. Mais en leur sein, se trouvent, en fonction des secteurs, des branches et des lieux, des militants et des équipes qui font un véritable travail sur le terrain.

Des syndicalistes appartenant à des organisations marocaines indépendantes étaient également présents, comme par exemple ceux de la centrale marocaine ODT⁵ ou le Syndicat autonome de l'enseignement primaire (SAEP)⁶.

Pour Solidaires, ce Forum était une occasion de mieux connaître la situation sociale et syndicale au Maghreb, en complément de notre implication dans la coordination syndicale euromaghrébine. Cela permettait également d'étoffer le réseau des syndicats alternatifs euro-maghrébins à la construction duquel Solidaires participe activement. C'était enfin un moyen de prendre part à la dénonciation du silence qui entoure ces situations dramatiques. Exactement le contraire de ce pourquoi existe l'Union pour la Méditerranée de Sarkozy !

Lors des débats ont pu être abordés les cas de répression violente qui se déroulent en ce moment même au Maghreb, même si cela n'était pas au centre des préoccupations d'une partie des organisateurs :

- En Algérie, tout d'abord, des enseignant(e)s contractuel(le)s ont mené une grève de la faim de plus de 50 jours cet été pour réclamer le versement de leurs salaires et leur titularisation après des années d'exercice. Le pouvoir a royalement ignoré ces revendications.

- En Tunisie, une violente répression a été menée dans la région de Gafsa suite aux mobilisations contre une fraude au recrutement dans les mines de phosphate qui sont le principal employeur local, mouvement soutenu par la population. Plusieurs personnes ont trouvé la mort après que la police ait ouvert le feu sur la foule. Le pouvoir essaye à présent d'en rendre responsables les manifestants dans des procès bidons. Parmi les 38 inculpés se trouvent des syndicalistes enseignants. Suite au Forum, une délégation intersyndicale française, marocaine et algérienne s'est rendue sur place en décembre 2008 pour assister au procès où on été prononcées des peines allant jusqu'à 10 ans de prison.

- Au Maroc, enfin, c'est autour de la ville de Sidi Ifni que s'est cristallisée la révolte du peuple marocain contre l'absence de travail - qui frappe plus particulièrement les jeunes - et le coût des produits alimentaires, insupportable pour la population. Les revendications portées par le soulèvement de la population sont liées au chômage de masse, à la hausse du coût de la vie, au pillage des ressources maritimes par les généraux, à la quasi absence de services publics. A noter aussi que la lutte a connu des formes d'auto-organisation inédites qui ont permis sa combativité et durée. Ici aussi, la répression policière a été intense et de nombreux manifestants sont toujours emprisonnés dans des conditions inqualifiables.

Le Forum social a notamment permis de dénoncer les exactions des pouvoirs en place, même si cette question a suscité des contradictions au sein du Forum : certains militants considérant, par exemple, qu'il y avait un peu plus de démocratie aujourd'hui au Maroc que sous le règne d'Hassan II⁶. Les débats sur ce point sont très vifs au sein des mouvements sociaux marocains. Grâce à différents mouvements, (comme ATTAC-Maroc, l'Association Marocaine des Droits Humains⁷ les syndicats autonomes algériens présents, les syndicats de luttes marocains), un appel à la solidarité avec les révoltés de Gafsa, de Sidi Ifni et d'Algérie a été rédigé, et un sit-in de soutien massif a eu lieu à l'entrée du Forum.

Ce premier forum social maghrébin, même s'il n'a pas débouché sur des décisions concrètes de mobilisation, malgré ses limites et ses contradictions, constitue un espace nouveau au Maghreb. Des liens se sont créés ou renforcés, ils devront être consolidés dans l'avenir, comme la coordination maghrébine des droits de l'Homme ou la coordination des associations de femmes. Un forum syndical maghrébin a été créé et devrait se réunir dans l'année 2009.

CENTRES D'APPELS

Sud-PTT était présent afin de nouer des contacts avec des syndicalistes des centres d'appels : le Maroc est, avec la Tunisie, le principal pays où les patrons délocalisent les centres d'appels.

Au sein du forum, nous avons pu lier contact avec la branche télécom de la CDT,

surtout active au sein de Maroc Télécom, l'opérateur historique racheté par le groupe Vivendi (SFR). La CDT est à première vue la seule centrale syndicale à avoir réalisé un début de travail dans les centres d'appels extérieurs à Maroc Télécom. Elle a, par exemple, une équipe active au sein de l'entreprise Sitel. Après de longs échanges sur les délocalisations et sur le travail à effectuer, nous avons décidé de coopérer sur la base d'échange d'information. Le but étant, à court terme, de faire des tracts communs sur les entreprises d'un même groupe, d'échanger des informations sur les conditions de travail et, bien entendu, de relayer auprès des patrons français les problèmes qu'ils rencontrent.

Nous avons aussi rencontré, via la centrale syndicale ODT, une salariée de la filiale marocaine du groupe français B2S. Elle nous a expliqué très longuement les méthodes de management ainsi que les conditions de travail pratiquées dans le pays. Une coopération devrait d'ailleurs commencer avec ce syndicat qui désire travailler sur cette question et s'y développer. A noter que bon nombre de contacts ont été possible avec d'autres salariés du secteur via des camarades d'ATTAC-Maroc qui semblent bien implantés dans la jeunesse militante. Un texte a été écrit par un de leur membre sur le travail des centres d'appels pendant le Ramadan pendant lequel les multinationales françaises ne respectent pas vraiment les coutumes locales⁸.

EDUCATION

L'échange d'informations a été notre premier objectif. Nous avons notamment rencontré un syndicat totalement autonome qui vient de se créer, le Syndicat Autonome de l'Enseignement Primaire (SAEP)⁹. Ce syndicat est né d'un mouvement de lutte de personnels enseignants et administratif autrefois organisé par la CDT, sur des revendications matérielles très concrètes. Cette lutte s'est faite contre la direction de la CDT, qui a tout fait pour l'empêcher, et a donné lieu à des commissions locales indépendantes. Ce sont ces commissions de base qui ont évolué vers la formation de ce syndicat. A noter aussi, c'est rare dans l'expérience syndicale marocaine, qu'il s'agit d'un authentique mouvement syndical, au sens où il ne résulte pas d'une stratégie de tel ou tel courant politique qui cherche à avoir son propre relais. Le fonctionnement de ce syndicat autonome se veut démocratique. Le SAEP revendique une solide base populaire. L'essentiel du corps enseignant marocain est en effet composé de maîtres des écoles, le secondaire est moins développé, l'École n'est pas obligatoire, qui plus est, et le taux d'analphabétisme est de 60 % dans le pays. Les camarades comptent beaucoup sur la solidarité internationale car ils subissent le harcèlement du pouvoir. Ils sont victimes de mesures vexatoires, de suspensions ou de mutations totalement arbitraires. Mais, à terme, c'est la prison qu'ils risquent... Une fois de plus, c'est le black out médiatique sur ces questions.

CHEMINS DE FER

Avant de se rendre au Forum, la délégation Solidaires a passé une journée avec une quinzaine de membres du bureau national de l'Organisation Démocratique du Rail. L'ODR a été fondée par des syndicalistes qui ont rompu avec les organisations anciennes, qu'ils jugeaient trop conciliantes avec la direction de l'Office National des Chemins de Fer du Maroc (ONCF). Après avoir tout d'abord créé en 2001

deux associations (une de cheminots en activité, l'autre de retraités), ils se sont constitués en syndicat qui s'est affilié en 2006 à la l'Organisation Démocratique du Travail naissante. Quelques mois après leur création, les camarades de l'ODR sont arrivés en tête lors d'élections professionnelles.

Les militants de l'ODR/ODT sont la proie d'une répression très forte¹⁰ : mutations à des centaines de kilomètres de leur domicile, rétrogradation sans explication, impossibilité de poser des congés personnels le même jour pour les empêcher de se réunir !

SUD-Rail et l'ODR/ODT ont entrepris un travail commun régulier : échanges d'informations, appui aux mobilisations, campagne de solidarité¹¹.

1. Le SNAPAP (Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique) est une des organisations syndicales indépendantes du pouvoir algérien, www.maisondessyndicats-dz.com/snapap.php/ Il est essentiellement implanté dans le secteur public, et surtout la santé. Le SNAPAP revendique 250 000 adhérents. Une délégation de ce syndicat était venue au congrès de Solidaires en juin 2008. Voir le dossier consacré à l'Algérie dans le numéro 2 de Solidaires International, www.solidaires.org rubrique International, ou directement <http://pagesperso-orange.fr/orta/solidint/algérie/algérie.html>

2. Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT) www.ugtt.org.tn

3. L'Union Marocaine du Travail (UMT) est la plus ancienne des confédérations syndicales marocaines. Elle a été fondée en 1955, c'est-à-dire avant l'indépendance du Maroc.

4. La Confédération Démocratique du Travail (CDT) résulte d'une scission de l'UMT intervenue en 1978 www.cdt.ma/monsite/PageFR.htm. La CDT a été longtemps liée à l'USFP (parti membre de l'Internationale socialiste faisant actuellement partie de la coalition gouvernementale).

5. L'Organisation Démocratique du Travail (ODT), www.odt.ifrance.com et www.odt.ma, est née en 2006. Elle résulte d'une scission de la CDT. L'ODT est notamment présente dans les chemins de fer, les phosphates, les taxis, l'éducation, la santé, les collectivités locales et les Eaux-et-Forêts.

6. Hassan II, le père du roi actuel, a régné de 1961 à 1999.

7. Association Marocaine des Droits Humains (AMDH) www.amdh.org.ma

8. Voir l'article paru dans le numéro 10 du bulletin « Hot tension », édité en octobre 2008 par la Fédération Sud-Ptt à destination des centres d'appels ne faisant pas partie de France Télécom. www.sudptt.org/IMG/pdf/hottension10.pdf

9. Syndicat Autonome de l'Enseignement Primaire (SAEP) <http://notresaep.allgoo.net>

10. www.odt.ifrance.com/page12.html